



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 20 OCTOBRE 1979

N° 40

PRIX ANTILLES 150F
FRANCE 2F

Editorial

LA DEMOCRATIE A LA

PAUL DIJOU

En réponse à une question écrite, posée par le député réactionnaire de la Réunion, Jean Fontaine, Dijoud vient de déclarer à l'Assemblée Nationale que c'est librement que la France se trouvait outre-mer, par la volonté des populations, et que si ces dernières décidaient à 80% le départ de la France, elle ne se maintiendrait pas.

La morgue du sous-ministre des restes de l'empire colonial français ne connaît plus de bornes. Il ne lui suffit plus d'être le chantre de l'émigration des Antillais en direction de la France ou de faire appel au "sentiment de justice" des fonctionnaires des "DOM" en s'attaquant à leur salaire. Voilà maintenant qu'il pontifie sur l'avenir des dernières colonies de l'impérialisme français. Et là, notre démocrate "sincère" et "véritable" laisse percer le bout de l'oreille. Non content de faire réprimer les manifestations pour l'indépendance en Nouvelle-Calédonie, d'emprisonner des militants nationalistes tahitiens, Dijoud, novateur pour une fois, vient de fixer la barre de la majorité à 80%. Curieuse démocratie, en effet !

Mais cela n'étonne pas de la part d'un membre du gouvernement français qui s'illustre si bien en ce moment même par ses conceptions et ses pratiques "démocratiques" outre-mer.

Dijoud parle beaucoup. Il ne change en rien par rapport aux ministres des colonies précédents. Il y a sans doute une nécessité pour ces gens là de déverser un tel flot de paroles incohérentes. Dijoud et autres ne savent plus que dire pour tenter de brouiller les cartes. Comme si chacun ne savait pas qu'il se posait un problème politique grave dans les départements d'Outre-Mer. Comme si on ne savait pas que ces dernières colonies deviendront indépendantes dans la période que nous vivons. Les aléas de la vie politique et des circonstances particulières retardent ce moment, mais pas plus Dijoud qu'un autre responsable politique français, ne se hasarderait à parier leur fortune personnelle sur la "présence" de la France dans le futur des prétendus DOM.

Alors pourquoi tant de discours et de déclarations, de profession d'amitié envers les Antillais et autres habitants des DOM ?

Dijoud fait ici ce que ferait tout politicien réactionnaire représentant une classe conservatrice toujours avide de conserver jusqu'au bout ce qu'elle croit détenir éternellement : il tente de tenir dans les DOM le plus longtemps possible, quitte à mentir, à emprisonner et à réprimer.

Lorsque les événements lui donneront tort, lui ou ses successeurs prétendront avoir toujours agi dans le sens des événements et les avoir prévus et préparés.

FORT-DE-FRANCE

Les fonctionnaires dans la rue

De 6 000 à 8 000 personnes dans la rue à Fort-de-France, les PTT, les agents des impôts, l'Education Nationale en grève quasi totale de même que l'Équipement et la DASS, les fonctionnaires de Martinique ont montré à Dijoud ce qu'ils pensaient de son projet de diminution de l'indemnité de vie chère. Déjà lundi soir, une réunion publique à la Maison des Syndicats avait drainé de 2 000 à 3 000 personnes.

Le lendemain mardi, après les prises de paroles des dirigeants syndicaux, c'est une foule compacte qui s'est ébranlée dans les rues de Fort-de-France. On remarquait notamment un fort cortège de la FEN qui formait environ la moitié des manifestants. Plus de 500 hospitaliers étaient là, venus de Fort-de-France, de Trinité, du Saint-Esprit ou du Lamentin, et défilaient en blouse de travail.

Enfin un contingent de plusieurs centaines de postiers venait à la fin du cortège.

Dans le défilé imposant, les manifestants s'en prenaient abondamment à Dijoud: traité de menteur, et à Max Elisée, partisan de la suppression des 40%.

Un tel étalage de force a sans doute gonflé à bloc le moral des grévistes qui savent



désormais qu'il sera difficile de décider sans eux.

Photo Geber

BLANCHET : LA SIS ET L'ADMINISTRATION SE RENVOIENT LA BALLE. LES ELUS SONT SPECTATEURS... LES TRAVAILLEURS POURRAIENT LES METTRE TOUS D'ACCORD

Alors que l'usine Blanchet a déjà fermé ses portes, que 71 ouvriers et employés perdront leur salaire à compter du 23 novembre, et que des centaines de colons et petits paysans sont aux abois, le Conseil Régional tenait une séance extraordinaire pour débattre de cette question.

Les conseillers régionaux, amateurs de "nouvelles" ont été bien servis. C'est M. Claverie, directeur de la SIS, invité à s'expliquer sur la décision de sa société, qui a été la grande vedette.

Il apprenait à l'assistance que cette décision était prise par son groupe à la suite du refus du gouvernement d'accepter les conclusions du colloque Dijoud, concernant la restructuration de l'industrie sucrière. Autrement dit, la concertation, les discussions, les engagements mêmes, tout cela est du bluff.

Autre nouvelle qui a fait son petit effet, semble-t-il, Dijoud était bel et bien au courant de la fermeture de l'usine Blanchet. La direction de la SIS l'en aurait informé par lettre depuis le 10 juillet. Alors, l'étonnement et le désaccord affichés par les autorités locales ou gouvernementales à ce propos, c'est encore du cinéma.

Claverie, capitaliste cynique, a été clair

et net. Pour lui les problèmes sociaux, on les connaît, mais ce n'est pas notre affaire. Le groupe Empain, c'est du sérieux. Il est coté en bourse. Les profits de tous les actionnaires qui ont sucé le sang des travailleurs guadeloupéens depuis plus de 100 ans, doivent être maintenus : ceci est le seul problème de la SIS.

Le gouvernement et les capitalistes du groupe Empain n'ont pu accorder leurs violons dans le calme et la discrétion des couloirs de la chancellerie et des ministères. Ils se donnent un peu en spectacle : l'un dévoilant ce que l'autre a fait sous cape. Mais entre eux, le désaccord est de pure forme.

Il faut dire qu'en face d'eux, ces acteurs trouvent un bon public. Des spectateurs quelques fois curieux, qui se prennent même au jeu des acteurs : voilà ce que sont, au mieux, les conseillers régionaux. Au mieux, car dans toutes ces "magouilles", il est probable, que certains de ces conseillers étaient aussi au courant du projet de fermeture, bien avant septembre.

L'étonnement passé, les menaces de non-participation au comité inter-régional de Dijoud, ont été levées et les conseillers ont décidé d'aller en délégation voir Dijoud

pour l'informer de leur position. Ils redemandent du cinéma.

Pour les travailleurs de Blanchet, les ouvriers agricoles et les petits planteurs, les décisions cyniques des capitalistes ont des conséquences dans leur chair. Ils n'ont rien à attendre des combines des uns et des autres, élus ou pas. C'est eux-mêmes et personne d'autre qui pourront avec leur détermination obliger définitivement la SIS et l'administration à trouver une solution qui leur permette de garder leur emploi ou leurs revenus.

En tout cas, les travailleurs de Blanchet, ouvriers et paysans peuvent dès maintenant se donner les moyens de vivre à l'avenir, au cas où l'usine fermerait effectivement ses portes.

Ce moyen existe: Il est possible de confisquer les terres de la SIS - SAG et les mettre à la disposition des familles ouvrières et paysannes travaillant pour Blanchet. Il faut se battre pour la transformation de ce domaine agricole en zone de cultures vivrières et d'élevage destiné à fournir de la nourriture qui pourrait être infiniment moins chère que celle qui est importée par exemple.

Marianne TIBUS

FORT-DE-FRANCE POUR LE MECONTENTEMENT QUI GRANDIT, UNE SEULE VOIE:

L'offensive générale des travailleurs !

En plus de la grève des fonctionnaires qui fait la une des journaux, toute une série de mouvements de grève se déroule actuellement en Martinique.

d'Allocations Familiales est entré dans sa troisième semaine. Les travailleurs de ce secteur réclament entre autre leur reclassement selon des textes parus il y a plus d'une année et que le directeur ne

se soucie même pas d'appliquer.

Les travailleurs des garages eux sont en grève depuis plus d'un mois. Ils réclament 12% d'augmentation, alors que les patrons n'en offrent que 7%.

Le mardi 16, ils ont barré les sorties Sud de Fort-de-France au niveau de la croisée de Ker-Lys et interrompu la circulation pendant l'après-midi.

A la Transat, les dockers poursuivent un mouvement de grève perlée pour protester contre le manque de travail. Les patrons ne veulent rien entendre et ont décidé de mettre plusieurs centaines d'entre eux en chômage partiel.

(Suite p 4)

GISCARD : DE BEAUX DISCOURS PLEIN LA BOUCHE DES DIAMANTS PLEIN LES POCHE

Mercredi 10 octobre, "Le Canard enchaîné" a mis en cause Giscard ainsi que plusieurs de ses parents et plusieurs ministres de l'actuel gouvernement, dont Galley, ministre de la coopération. Il les accuse d'avoir profité de la coopération de Bokassa en acceptant de riches présents. A Giscard il reproche d'avoir reçu plusieurs fois en 1973 des diamants de Bokassa. "Le Canard Enchaîné" estime de ces cadeaux fait à Giscard par Bokassa, à plus de 100 millions de centimes.

A ces accusations précises et accompagnées de preuves, le service de presse présidentiel réplique par un vague démenti. Il disserte sur "la valeur et l'esprit" des cadeaux que reçoivent les chefs d'état. Mais sur la question de savoir si Giscard en 1973 alors ministre des finances a reçu des diamants de Bokassa, il reste muet. Son silence ne fait que confirmer les accusations du "Canard Enchaîné".

En outre on a tout lieu de croire que le gouvernement français à bien d'autres trafics peu honnêtes, entre ses membres et l'ex-empereur Bokassa, à cacher.

En effet, c'est à l'ambassade de France que sont entreposées actuellement les archives de Bokassa. Ce sont les parachutistes français qui occupent Bangui, capitale de Centrafrique, qui les ont démenagées, pour les mettre... en lieu sûr. A croire qu'ils ont des choses à ne pas montrer.

Giscard et d'autres ont largement profité des largesses de Bokassa. Ces diamants qu'ils ont empochés sont les fruits du travail et de l'exploitation de la population du pays, population qui est l'une des plus pau-



BARRE : «VOTRE AFFAIRE

BARRE : «Votre affaire de diamants est plutôt gênante M. le Président...»

GISCARD : «Mon cher Barre, à cet égard, je veux faire une observation sur les conditions dans lesquelles votre villa de Cap Ferrat...»

BARRE : «Laissons cela... il faut une loi sur la Presse... ETC...»

vres du monde. C'est d'autant plus crapuleux qu'ils ont été offerts par Bokassa qui fut l'un des tyrans les plus sanglants.

Mais la peur du scandale n'empêche généralement pas les gouvernements français de régner sans problèmes graves. Il en sera probablement ainsi pour Giscard. Il n'y aura certainement pas de "Watergate" français.

Çependant, les opprimés seront plus nombreux à savoir que les démonstrations

d'amitié chaleureuse de Giscard, Dijoud et autres envers eux sont autant de gestes intéressés.

Giscard et les autres n'hésitent pas à se servir, à bénéficier de privilèges et à arranger leur fortune personnelle. Leur passage au gouvernement et à la tête de l'état n'est pas non plus un service désintéressé.

Alors quand tous ces gens viennent nous parler de "sacrifice" nous pouvons leurs rentrer leurs discours à la gorge.

AIR FRANCE

DES AUGMENTATIONS

EN SOURDINE

Cette semaine, on a pu entendre à la radio que Air-France n'envisagera d'augmenter ses tarifs qu'au 1er janvier. Il n'est pas précisé de combien. Déjà, lors de sa publicité sur la mise en place des vols vacances, Air-France avait fixé ses tarifs à 2300 Frs en période d'été et 2150 Frs en hiver. A la veille du départ au cours des mois d'été, grande a été la surprise des voyageurs d'être obligés de payer une augmentation d'environ 10%.

Actuellement pour ceux qui envisagent de venir aux Antilles, après le 15 décembre 1979, le billet coûtera 2650 Frs alors qu'aucune augmentation n'a été annoncée.

Ainsi, quand il s'agit d'une fausse hausse, Air-France ne se prive pas de faire du bruit. Au moment d'imposer des augmentations bien réelles, ils sont très discrets. Ils vont même jusqu'à dire que la hausse est programmée pour plus tard.

Hausse des prix : UNE ATTAQUE EN REGLE CONTRE LES TRAVAILLEURS

La liste des augmentations de prix n'en finit pas de s'allonger. Après les timbres, le pain, c'est maintenant l'essence, et le gaz qui augmentent et demain ce sera encore autre chose.

L'annonce de l'augmentation de leur pétrole par deux des pays producteurs servira encore de justificatif au gouvernement français pour augmenter les prix; le pétrole a bon dos. En réalité, c'est à un gigantesque rackett que se livre l'état et les capitalistes sur l'ensemble de la population. Pour l'état il s'agit de permettre aux capitalistes de traverser la crise dans les meilleures conditions possibles, soit

gumes importés ils sont hors de prix : le kilo de tomates est monté jusqu'à 30,00 Francs certains jours, il se maintient aujourd'hui à 20,00 Francs ; une tête de laitue : 10,00 Francs... C'est exorbitant !

Quand on sait que beaucoup de "jardins créoles" ont été détruits par le cyclone en Grande Terre, on mesure l'ampleur du problème. Mais là il convient de faire une différence entre les prix pratiqués par la revendeuse sur le marché, et le prix aux étalages des grandes surfaces. Dans le premier cas, la revendeuse n'a le choix que d'augmenter ses produits pour vivre. Dans le deuxième cas il s'agit de capitalistes de Prisunic, Superette ou autres Unimag qui profitent de la situation pour augmenter leurs profits.

Si les prix augmentent ce ne sont nullement les revendeuses du marché qui en sont responsables, ni les petits commerçants, comme certains voudraient le faire croire sur les ondes de FR3 ; ce sont les gros, les capitalistes. Car toute l'économie est organisée en fonction de leurs intérêts.

Lorsque au prix de production d'une marchandise, les trusts de la distribution, du transport, les sociétés d'import-export, les compagnies (CGM) ou aériennes (Air-France), y ajoutent leurs bénéfices cela multiplie parfois par dix le prix de la marchandise lorsqu'elle arrive au consommateur. Et en plus, il faut ajouter les taxes en tous genres : TVA, octroi de mer et autres que l'état prélève.

L'état et les capitalistes sont donc les deux compères qui s'entendent pour pressurer le consommateur.

L'état n'hésite pas à plonger sa main dans la poche des particuliers pour pallier ses carences. Car pourquoi serait-ce aux travailleurs, aux petites gens de financer en partie les communes par l'octroi de mer qu'ils paient sur chaque produit acheté ? Cela devrait revenir entièrement à l'état. Non content d'augmenter régulièrement les impôts, l'état multiplie une série de petits impôts indirects que nous lui versons sur chaque produit.

Quant aux capitalistes, ils procèdent à toutes sortes de manipulations sur le cours des produits dont l'une consiste par exemple à stocker les produits afin de créer une pénurie artificielle pour mieux justifier une hausse ultérieure.

Contre ce rackett et ce brigandage de l'état et des capitalistes, les travailleurs ont les moyens de se défendre : ils peuvent expliquer ce gachis, ce gaspillage, ce vol à la population, ils peuvent expliquer comment les capitalistes s'y prennent

pour augmenter leurs marchandises. Les travailleurs, depuis ceux qui déchargent jusqu'à ceux qui vendent, les employés de banque (qui peuvent vérifier les comptes et les opérations financières des capitalistes), peuvent constituer une véritable chaîne et accumuler une somme de renseignements précis sur les tractations des capitalistes. Ces renseignements permettraient de savoir exactement la hausse, et permettraient un contrôle efficace des prix de la part des travailleurs.

Pour les travailleurs des entreprises, les femmes, la population s'organiser pour surveiller les prix et réagir à chaque hausse, cela est possible. Si nous voulons mettre un frein à ces hausses qui nous acculent de plus en plus à vivre petitement, à nous priver ; si nous voulons éviter de supporter tout le poids de la crise dont seuls l'état et les capitalistes sont responsables, c'est dans cette voie là qu'il nous faut penser à réagir.

Pierre Jean Christophe.



en leur permettant d'augmenter leurs prix sans aucun contrôle, soit en leur versant la plus grande partie du produit des impôts prélevés sur les salaires des travailleurs, sous forme de subventions ou autre royal cadeau. On est donc bien loin des discours de Giscard qui prétendait, il y a des mois, que les augmentations de l'époque ne constituaient qu'un solde de tout compte.

Ces augmentations en chaîne que nous connaissons actuellement sont une attaque en règle contre les travailleurs. Ces derniers en supportent déjà tout le poids. Ici, aux Antilles, la situation est d'autant plus critique que la population n'a pas d'autres ressources que les produits importés pour satisfaire les 9/10 de ses besoins. Or, ces produits, déjà chers en France, taxés ici, deviennent de moins en moins abordables pour un salaire ouvrier. Les privations se multiplient pour beaucoup. Il devient de plus en plus rare sinon quasiment impossible d'acheter de la bonne viande par exemple. Le beefsteak est un luxe pour la majorité de la population. Quant aux lé-

QUAND LA DROITE VOLE AU SECOURS DES FONCTIONNAIRES

Il aura donc suffi que Dijoud parle de reconsidérer le taux de la prime de vie chère et de proposer que cette prime passe de 40 % à 25% pour que les fonctionnaires voient leur cas pris en compte par le parti communiste tout le personnel politique actuel, de la droite la plus réactionnaire, à la Renard à la gauche traditionnelle.

En ce qui concerne les partis communistes, de Guadeloupe et de Martinique, et le parti Progressiste Martiniquais, c'était chose à peu près normale, la défense des fonctionnaires étant l'un des points-clés de leur activité politique courante. Il n'est donc pas étonnant que l'on ait trouvé pratiquement toute la direction du P.C.M. à la tête des différents mouvements de la semaine écoulée.

Par contre les partis de droite, ouvertement procolonialistes, comme le RPR ont montré aussi de la grogne et se sont déclarés catégoriquement opposés à toute remise en cause de 40%. Pour des gens comme Emile Maurice ou Bernier, dont la servilité à l'égard du pouvoir colonialiste et l'indifférence, pour ne pas dire le mépris envers les problèmes des travailleurs, sont le constant de leur activité politique. Voilà qui peut paraître étonnant. Muet sur la grève du bâtiment, discret sur celle des garages, aveugle sur les grévistes de la CAF, la majorité du Conseil Général de La Martinique se révèle soudain pour soutenir des fonctionnaires, qui en attendant se soutenaient fort bien eux-mêmes en participant massivement à la grève de mardi et des jours suivants.

C'est que pour ces messieurs, il y a travailleurs et travailleurs. Les hommes politiques de la droite ont choisi volontairement de défendre une catégorie spéciale parmi les fonctionnaires, celle qui par son salaire, mais aussi par ses habitudes, son mode de vie, son éducation, se rapproche le plus possible de la petite-bourgeoisie.

Alors, quitte à défendre les travailleurs la droite se donne à bon compte une réputation de chevalier au grand cœur en défendant spécialement les fonctionnaires. Elle sait que c'est le milieu qui lui constitue une base électorale stable et qui le plus souvent défend ses idées. Attaquer si peu que ce soit les fonctionnaires, c'est risquer de faire se détacher de ces politiciens réactionnaires une large clientèle de leur clientèle politique, clientèle qui, parce qu'elle vit un peu mieux que la grande masse de la population se croit privilégiée et se croit le pouvoir de soutenir le plus souvent le pouvoir colonial, en échange de quelques avantages matériels.

Mais les fonctionnaires, en descendant dans la rue, montrent le peu de cas qu'ils font de ces hommes politiques de droite. Ils n'ont pas compté sur eux pour défendre leur salaire. Au lieu de rester passifs, ils ont manifesté et si demain, Dijoud recule, on peut être certain que le crédit sera porté non aux prises de position de la droite mais bien aux luttes des fonctionnaires eux-mêmes.

Jacques BRUEL

GUADELOUPE : LES LOCATAIRES S'ORGANISENT

Nous publions ci-dessous des extraits d'une feuille éditée et distribuée par la Fédération des Comités de Locataires de la Région Pointoise.

FEDERATION DES COMITES DE
LOCATAIRES (FDCL)

Le 15/10/79

LA FEDERATION DES COMITES DE
LOCATAIRES EST NEE.

C'est en effet au cours d'une assemblée générale réunissant plus de 80 locataires que naissait cette association le 12 juillet dernier.

La fédération est constituée de plusieurs comités de locataires et d'individus prêts à se battre pour défendre les intérêts des locataires face aux puissantes sociétés immobilières. C'est ainsi qu'à Bergevin, à Raizet, à Louisy Mathieu, à Chanzy, existent des comités et que dans plusieurs autres cités agissent des locataires pour la constitution de tels comités, à Grand Camp, Mortenol, Henri IV.

Pour l'instant, seuls les locataires de la SIG se sont organisés.

Les locataires ont à faire face à de nombreux problèmes : augmentation des loyers, entretien défectueux. Cela nécessite une intervention constante auprès de la SIG pour défendre un certain nombre de revendications. A cet effet, à ce moment même, nous faisons circuler le programme de revendications établi avec les locataires lors de l'assemblée générale du 12 juillet. Nous demandons aux locataires de signer ce programme, de façon à ce que la direction de la SIG puisse se rendre compte de l'ampleur du mécontentement dans les cités. Après cette campagne de signatures, nous pensons former une délégation pour présenter et discuter ce programme avec la direction de la SIG.

Cependant, si vous habitez en HLM ou

si vous êtes locataires d'une autre société ou d'un propriétaire individuel, prenez contact avec nous. Notre association défend tous les locataires. Même si son action n'a démarré qu'à partir des cités de la SIG.

Notre action a déjà porté ses fruits : après l'intervention du comité de Louisy Mathieu, à deux reprises, auprès de la direction de la SIG, certains travaux d'entretien ont été effectués à Louisy Mathieu. Quant aux locataires du Raizet, ils ont eu l'agréable surprise de recevoir une lettre leur annonçant que des travaux seraient entrepris. . . Certains ont déjà commencé en particulier des dalles cimentées ont été construites autour des poubelles.

Cependant, il reste encore beaucoup à faire dans les cités, car nous vivons de plus en plus mal : Fissures, écoulement d'eau, mauvaises odeurs, bruit, saletés et bien d'autres maux sont notre lot quotidien et, pour couronner le tout, l'augmentation des loyers. . . Si nous voulons améliorer les choses, changer notre vie dans les cités, faire disparaître une partie des causes de notre énervement, de nos soucis quotidiens, nous devons agir tous ensemble. La première étape sera de renforcer notre association, de la faire dynamique, jeune, entreprenante. Dans chaque cité doit naître un comité, membre de la fédération avec des responsables dynamiques. Il ne faut pas hésiter non plus, à chaque problème que nous rencontrons, à nous réunir, à en discuter et décider d'une intervention auprès de la direction de la SIG.

Les cartes de membres seront bientôt en circulation, prenez en, parlez en autour de vous. La carte coûte 10 Frs et la cotisation est de 5 Frs par mois.

Locataires, avec une organisation forte nous sommes forts, et nous pouvons entreprendre énormément de choses. En particulier, le but principal de notre association est de donner à tous les locataires une arme efficace pour s'opposer désormais aux fréquentes et importantes hausses de loyer qu'on nous impose.

Hopital Guadeloupe POUR LES CAMARADES SANCTIONNES RIEN N'EST REGLE

Le 3 août, le directeur de l'hôpital, Rochard, obligeait 2 agents de la cuisine à ouvrir les coffres de leur voiture, où il trouvait quelques fruits. Il les mettait

alors à pied, en demi-solde, et portait plainte au tribunal. Cette décision scandaleuse, compte tenu d'importance des faits reprochés, n'entraînait pas de riposte immédiate, notamment de la part du syndicat CGT, qui se contentait d'aler parler avec la direction.

Mais les travailleurs de la cuisine décidaient de se mobiliser pour défendre leurs camarades. Ils constituaient un comité de lutte, soutenu par un nouveau syndicat, l'UTS. Le 25 septembre, ils faisaient grève

Dans la feuille de l'"ECHO des Hôpitaux" nos camarades font le point sur cette affaire :

Après la grève du 25 septembre, l'UTS a publié un tract de victoire, où elle se félicitait que le directeur ait déclaré par écrit ne pas vouloir licencier les camara-

des inquiétés.

La CGT, quant à elle, répond le 15 octobre en revendiquant cette "victoire" qui résulterait selon elle de ses entrevues avec le directeur, et elle se contente visiblement de ce résultat.

Il n'y a pourtant pas de quoi se réjouir, car rien, absolument rien ne garantit que ces camarades ne seront pas licenciés, ni ne précise dans quelles conditions ils seront repris. Et le plus important (la plainte du directeur) n'a pas été remis en cause.

Face à cela, la querelle entre les syndicats paraît bien dérisoire. Ni les querelles, ni les entrevues respectueuses avec la direction, telles que les affectionne la CGT, ne peuvent résoudre les problèmes. Seule la mobilisation, non seulement des travailleurs de la cuisine, mais de l'ensemble du personnel, peut obliger la direction à revenir sur sa décision. C'est à cela qu'il faut nous préparer, si nous ne voulons pas nous contenter de paroles.

LA SIG N'EST PAS EN DEFICIT POUR TOUT LE MONDE

Dans le rapport sur la SIG présenté à la deuxième session extraordinaire du conseil général, il ressort notamment ceci : que les 10 personnes les mieux payées de la société perçoivent un salaire annuel de 1 269,608 Francs nouveaux. Cela fait plus d'un million ancien par personne en moyenne chaque mois.

Si nous comparons ces chiffres avec le salaire d'une femme de ménage qui est de

1 450 Francs par mois, nous remarquons que ces cadres et directeurs touchent en moyenne près de 10 fois plus qu'une femme de ménage . . .

En réalité, comme on le voit, les caisses de la SIG sont pleines mais c'est une poignée qui se partage le gâteau. Pour les travailleurs on invoque le "déficit", les "difficultés financières" et on ne nous donne même pas le matériel nécessaire pour travailler.

ECHOS DES ENTREPRISES

MARTINIQUE SOCALTRA : KI NOUVEL ? TOUJOURS DEBOUT
AVEC L'APPUI DE LA GENDARMERIE.



La plainte que "KI NOUVEL ?" avait portée contre le piquet de grève court toujours. Des camarades sont convoqués à la gendarmerie et interrogés.

Malgré notre pétition adressée au PDG pour exiger le départ de "KI NOUVEL ?" (qui n'avait pas hésité à foncer en voiture

SIG: QUAND LA DIRECTION

PRETEND VOULOIR NOTRE
"PROMOTION"

Depuis plus d'un mois, les concierges sont invités à participer à un "stage de promotion". Les cours sont dispensés deux après-midi par semaine. Mais, ce stage a lieu après les heures de travail, et il n'est pas payé. Certaines concierges se plaignent donc de devoir suivre un cours après huit heures de travail harassant aux escaliers et aux poubelles. Quelques unes d'entre nous parlent de ne pas y aller.

C'est sur les heures de travail que ce stage devrait être organisé. Nous avons intérêt à demander qu'il en soit ainsi.

Quand le gouvernement et le patronat nous parlent de "recyclage", "formation continue" ou "promotion", ça c'est le côté jardin, le côté cour c'est lorsqu'ils nous invitent à y participer sur nos maigres heures de loisirs.

sur le piquet de grève), celui-ci est toujours là. Il faut dire qu'il a derrière lui l'appui solide des gendarmes et le soutien du patron.

Il sait pourtant que cela ne suffit pas toujours . . . Qu'il se souvienne de la dernière grève !

POINTE-A-PITRE
SOFROI : CE N'EST PAS UN PARKING MAIS UNE DECHARGE !

Des tas de vieux cartons, papiers sales, nourriture pourrie, caisses . . . voilà le spectacle répugnant que les clients pouvaient voir en venant faire leurs courses à la SOFROI, il y a quelques jours.

Non seulement pour les clients, mais pour nous employés qui tenons 8 heures dans cette entreprise, nous ne pouvons plus admettre de telles cochonneries. C'est une question d'hygiène et aussi de dignité.

Si la direction ne se débrouille pas pour qu'il en soit autrement, il se pourrait bien qu'un jour elle retrouve ses ordures autre part . . . du côté des bureaux de direction par exemple.

POINTE-A-PITRE

CUISINE

L'HYGIENE N'EST PAS RESPECTEE

La cuisine de Ricou devient de plus en plus infecte. Rats, souris, cafards s'y promènent. La chambre froide est leur lieu de rendez-vous.

Dernièrement, il a été procédé à la désinfection des lieux, nous croyions alors que c'était fini. Mais il n'en est rien.

Si nous invitons les malades à visiter la cuisine et à voir dans quelles conditions leur repas étaient conservés, peut-être qu'alors les responsables résoudraient ce problème avec plus de sérieux.

MARTINIQUE
BASSIN DE RADOUB : ENCORE UN MANIAQUE !

A la suite d'un court arrêt de travail des travailleurs de la Camic, (qui attendaient le résultat des négociations avec les patrons sur la Convention Collective), un chef de la D.D.E. qui travaille au Bassin, un certain M. REMILLON, est venu menacer un délégué qui faisait une intervention. Il l'a menacé de lui porter des coups et même de lui tirer dessus à coups de fusil!

En voilà encore un qui se croit être le seul de toute l'humanité à savoir se servir d'un fusil ! Quelle témérité !

MARTINIQUE
LE BULLETIN "L'ECHO des HOPI-
TAUX" RACONTE LA FIN DE LA
GREVE A St. ESPRIT.

Le bulletin "l'Echo des Hôpitaux" raconte la fin de la grève à St. ESPRIT. :

«La majorité des travailleurs de l'hôpital du St. Esprit en faisant grève pendant 4 jours ont gagné : la titularisation d'un ASH, le rappel d'un ouvrier mis à pied, le maintien d'un standardiste et le paiement des jours de grève. La promesse leur a été faite de reprendre d'ici 3 mois les 4 autres travailleurs auxiliaires permanents qui sont mis à pied. Cependant il reste que 9 travailleurs saisonniers n'ont pas de certitude de réembauche.

POINTE-A-PITRE

BUANDERIE : LES PIEDS DANS L'EAU, LA TETE DANS LA VAPEUR !

Etes-vous déjà entré à la buanderie du NCH ?

C'est dans un vrai sauna que l'on entre! En plus de cela, les travailleurs pataugent toute la journée dans l'eau. Il y avait bien des rigoles prévues pour l'écoulement des eaux, mais actuellement cette eau stagne dans tous les trous laissés par les carreaux démontés et cassés. La direction est en procès avec l'entreprise qui a posé les carreaux et elle n'entend pas réparer avant le résultat de ce procès. Mais ce n'est pas notre affaire.

Si nous obligeons la direction à passer une journée dans cette fournaise, peut-être comprendrait-elle à quel point elle nous "fait suer" et se déciderait-elle à améliorer nos conditions de travail.

POINTE-A-PITRE

SUPERETTE : PAULIN VEND !
PAS SUR NOTRE DOS !

«Paulin nous vend !» : voilà la nouvelle que certains d'entre nous ont appris dans les rues de Pointe-à-Pitre.

C'est bien plus qu'une rumeur et l'affaire est déjà probablement dans le sac... d'un certain SIMONNET (fils de celui de Grosse Montagne).

Nous qui sommes l'objet des tractations et discussions entre 2 capitalistes, nous sommes les derniers informés. Cela montre, une fois de plus, le mépris avec lequel les patrons traitent les employés.

VENDRA, VENDRA PAS ? Nous serons fixés dans quelques jours. Mais de toutes les façons, quelque soit celui qui sera patron, nous avons intérêt à resserrer les rangs. Car anciens et nouveaux patrons s'entendent lors de ces tractations pour diminuer le nombre des employés ou leurs avantages ! Nous le savons ! A nous de nous organiser en conséquence et être vigilants pour ne pas être les "dindons de la farce" !

24 Octobre 1929 :

CINQUANTE ANS APRES LA CRISE :

DE NOUVEAU UN SYSTEME QU'IL FAUT CHANGER !

A chaque soubresaut monétaire, lors des mouvements de la Bourse on pense inévitablement à la fameuse crise de 1929. Il en fut ainsi ces jours derniers où les Bourses d'Europe et de New-York où les Bourses chutes importantes des valeurs. On aurait même frôlé l'effondrement.

Lors de la crise de 1929, c'est sur un scénario identique que débuta la crise. Il ne peut être pourtant question d'affirmer maintenant si nous allons ou pas vers un tel effondrement. Avec cette poussée de fièvre de l'or, puis la chute des Bourses, puis des reprises, et encore des chutes, il est tout aussi difficile de dire ce qui va se passer aujourd'hui qu'on ne pouvait le prévoir à la veille du krach boursier de 1929.

Lorsque la crise survint en 1929, déclinée par le krach du jeudi 24 octobre, les USA étaient dans ce qu'il est convenu d'appeler "une période de prospérité économique". Prospérité qui faisait marcher les affaires des capitalistes évidemment.

La crise éclate d'un coup.

Le fameux "jeudi noir". 70 millions de titres sont jetés sur le marché et ne trouvent pas preneurs. Ces titres sont des parts de capital, c'est à dire des parts de propriété d'une entreprise ou d'une société. Lors de la période de prospérité, ces titres étaient évalués à de hauts niveaux. La spéculation allait bon train. Le crédit se développait. L'activité des gens qui vivent de la Bourse, c'est à dire qui profitent du travail de ceux qui produisent, se déroule dans un climat particulier. Le crédit et toutes les transactions boursières supposent la confiance. Dans ce système, on achète et on vend en s'appuyant sur les rumeurs qui courent sur la prospérité de telle ou telle société ou sur des possibilités de développement de telle ou telle activité économique. Les ordres d'achat et de vente se succèdent à un rythme effroyable. Le volume d'affaires traitées est sans commune mesure avec la production réelle des biens matériels. Finalement on achète et on vend des valeurs qui ne sont même pas créées, qui n'existent que sur du papier. La spéculation est telle que les cours sont surévalués.

Il suffit d'une frayeur quelconque, d'un bruit de couloir, d'une rumeur pour que la confiance qui est la clé de voûte de tout cet édifice artificiel s'effondre entraînant la chute de tout l'édifice lui-même.

Le "Jeudi noir" la chute des cours va entraîner une perte de 18 milliards. Les jours suivants le phénomène va s'amplifier. Et les conséquences se feront aussi sentir très vite sur l'économie. Car les investissements vont se ralentir. Des entreprises vont être ruinées. Les travailleurs par dizaines de milliers, puis encore plus

nombreux vont venir grossir l'armée des chômeurs. De semaine en semaine la situation va s'aggraver. Les marchandises s'accumulent et ne trouvent pas de preneurs. Progressivement toute la machine économique se ralentit. Les produits de l'agriculture sont exédentaires. Les transactions commerciales se fixent à un niveau extrêmement bas. Le nombre de consommateurs payants diminue entraînant encore l'augmentation des stocks puis ensuite carrément des destructions d'excédents.

La crise intervient dans une période



Aux Etats Unis les banques font faillite les unes après les autres. Les épargnants voient disparaître leurs économies. . .

où la production est à un haut niveau. Toute la machine est menacée parce qu'elle produit trop. Par rapport aux acheteurs possibles. Le système est aveugle. La production n'est pas réglée en fonction des besoins. Mais uniquement en fonction des profits espérés par les capitalistes. Dans ce même système, le seul moyen pour ceux-ci d'accroître leurs profits est d'augmenter le volume de leurs affaires, c'est à dire la quantité des capitaux investis. Plus ceux-ci sont importants, plus la quantité de profits recueillie est importante.

Mais la crise de 1929 n'est pas un phénomène américain. Elle s'étend ensuite à l'Europe: partout le scénario est le même: effondrement des cours de la Bourse, ralentissement et diminution de la production, augmentation du chômage. En 1931, c'est le krach de Vienne. Les faillites se succèdent. L'état intervient pour remettre à flot les entreprises menacées. Pour les capitalistes les affaires continuent malgré tout à les enrichir. L'état est alors la

source d'une prospérité d'un autre type. Les commandes d'état vont faire travailler les grosses sociétés qui contrôlent l'économie des grands pays industriels.

On détruit puis on reconstruit. On paie des agriculteurs pour détruire les récoltes.

En 1932 il y a alors 30 millions de chômeurs au total dans le monde. La crise a été brutale et rapide. Elle affecte dans leur chair des centaines de millions d'hommes.

Le commerce mondial est au plus bas. Les barrières douanières s'élèvent. Les

façon à la même issue : la guerre. Le moyen le plus efficace pour chaque état de protéger les intérêts de ses propres capitalistes étant les commandes de armement, les chasses aux marchés et la protection des propres frontières douanières, la conflagration mondiale sont donc inscrites dans ces nouvelles dispositions économiques et politiques entraînées par la crise.

Cinquante ans après, nous en sommes de nouveau à suivre un évolution similaire. Et cela n'a rien de surprenant. Le capitalisme s'est remis des deux guerres mondiales, mais il n'a pas changé pour autant de nature. Deux guerres se sont succédées, et chaque fois, après une période de crise. Ces manifestations du vieillissement du système capitaliste ne seront pas éliminées spontanément.

A la veille de 1929, qui peut sembler être un coup de tonnerre dans le ciel serein, il y avait dans les états européens les mêmes problèmes et les mêmes préoccupations monétaires qu'aujourd'hui. Les désordres monétaires étaient l'objet de discours, de discussions, de mesures et de lois de stabilisation etc . . .

Les soubresauts monétaires et les fluctuations boursières d'aujourd'hui se déroulent à une échelle plus vaste qu'autrefois, en 1929. Et les conséquences, si elles sont différentes de cette époque, ne le seront que dans le sens d'un effondrement encore plus monumental.

Les problèmes monétaires actuels, la crise larvée que nous vivons aujourd'hui ne peuvent conduire qu'aux mêmes conséquences.

La situation actuelle est grosse d'une crise grave et de toutes les conséquences qui en découleront : crise économique ouverte, guerres et . . .

Il n'y a aucun moyen de savoir ni quand, ni comment, ni à quelle occasion cette crise éclatera, mais il est certain qu'elle le fera.

Et son aggravation; et l'acheminement vers de nouvelles guerres, ou peut être même la guerre dans une situation comme celle d'aujourd'hui (avant même de connaître l'ampleur d'une crise installée) ne sont pas pas prévisibles.

Pourtant il n'y a aucune fatalité dans notre position face à cette situation. Les révolutionnaires sont tenus de connaître et de dire les choses telles qu'elles sont. Mais nous ne pensons pas pour autant qu'il n'y ait rien à faire contre de telles menaces accumulées sur l'avenir de l'humanité.

L'intervention consciente de la classe des producteurs organisés à l'échelle de la planète peut tout remettre en cause. Et demain la lutte de cette classe, la classe ouvrière, peut aboutir à otter des mains folles, incompetentes et séniles de la bourgeoisie le destin de l'humanité.

Une telle modification des perspectives dépend de notre activité et de la rapidité des travailleurs à prendre conscience de l'importance de leur tâche historique.

G. RASSAMY

L'OFFENSIVE GENERALE DES TRAVAILLEURS

(suite de la page 1)

Enfin, le mardi 16, la CGTM avait déclenché un mouvement de grève générale pour protester contre la fermeture de l'usine du Lareinty et les licenciements projetés par le patron, Hayot, ainsi que contre le manque de travail dans la banane, ce dont profitent les patrons pour mettre à pied 2 500 travailleurs.

Le mardi 16, en plus des fonctionnaires, il y avait donc dans la rue les ouvriers agricoles de la banane, les travailleurs du Lareinty, des grévistes du bâtiment ou de la métallurgie.

Cette succession de grèves, quoique très localisée, montre bien qu'un certain mécontentement règne parmi les travailleurs qui essaient de résister aux attaques de plus en plus nombreuses perpétrées par les patrons et l'état contre leur niveau de vie ou contre leur emploi.

Cependant il faut voir que ces grèves restent isolées les unes des autres en dépit de cet "appel à la grève générale". Les syndicats ne font rien pour renforcer leurs luttes.

D'autant que la grève générale a été appelée juste à la veille du mouvement des fonctionnaires. Comme si les syndicats voulaient que les ouvriers viennent simplement en renfort de ces fonctionnaires. Ce qui n'est pas forcément une mauvaise chose. Mais cela ne peut pas constituer une li-

gne d'action pour les travailleurs. Car une fois résolue la question des fonctionnaires, que restera-t-il du mouvement actuel axé essentiellement autour d'eux ?

La CGTM se contente d'un appel formel à la grève générale. Entre cette attitude et une réelle mobilisation des travailleurs il y a une différence énorme. Car s'il s'agissait d'une grève réellement générale, cela voudrait dire que dans chaque entreprise des réunions de discussion pour la préparer auraient lieu. Les travailleurs se chargeraient d'établir eux-mêmes leurs revendications.

Une grève générale cela voudrait dire que l'ensemble de la classe ouvrière n'accepte plus de marchander ses revendications essentielles. Que les travailleurs seraient décidés à établir un rapport de force qui obligerait les patrons et l'administration à leur donner satisfaction sur ces revendications.

Cela voudrait dire que la mobilisation et la participation des travailleurs au mouvement seraient réelles et permanentes. La grève générale entraînerait des couches de plus en plus larges de travailleurs dans la lutte. Ceux-ci auraient la possibilité de diriger eux-mêmes leurs luttes en mettant à leur tête des comités de grève élus et contrôlés par des assemblées générales.

La préparation morale et matérielle de

monopoles capitalistes réagissent différemment selon les pays. Aux Etats Unis, c'est la politique du New Deal. La richesse qui y existe permet de maintenir la démocratie bourgeoise, la démocratie impérialiste en subventionnant les couches moyennes et les syndicats. Les chômeurs sont indemnisés en partie. L'état agit dans l'intérêt des grosses sociétés pour éviter toute explosion sociale. Il se concilie les syndicats et les hommes qui ont une influence sur le mouvement ouvrier.

En Europe, c'est la solution fasciste qui prime. En Allemagne et en Italie les capitalistes choisissent de détruire et de domestiquer la classe ouvrière. C'est la "destruction des réformes sociales", la suppression des droits démocratiques. L'état dispose d'une force politique pour écraser les ouvriers et imposer des restrictions aux couches moyennes au nom de "la nation". Mais c'est la possibilité pour ceux qui dominent de continuer à en tirer leur profit qui est ainsi préservé.

Les deux méthodes conduisent de toute

cette offensive générale des travailleurs devrait se faire ouvertement et publiquement de façon que tous les travailleurs même les moins décidés aient la possibilité d'y intervenir et d'y expliquer leurs points de vue.

Un tel mouvement pousserait aussi en avant des travailleurs dignes de diriger leurs camarades qu'ils aient ou non des titres syndicaux officiels.

Les luttes actuelles, le mécontentement aggravé par les attaques du gouvernement contre les fonctionnaires et contre toute la population mettent ces questions à l'ordre du jour.

Si la volonté de lutte s'accroît chez les travailleurs ceux-ci auraient à puiser dans l'expérience passée des idées et des méthodes pour relancer leurs luttes, idées et méthodes, qu'il est bon de rappeler dès aujourd'hui. Car même si dans les jours qui viennent il n'y a pas d'offensive de toute la classe ouvrière, dans des secteurs isolés, il peut y avoir des combats qui s'engagent. Et dans ce cas, si ces combats le sont de telle façon que les travailleurs contrôlent eux-mêmes leur propre lutte et se donnent la perspective d'un mouvement d'ensemble, d'une véritable offensive, il sera plus facile pour tous de s'engager dans cette voie.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728